

*Initiatives ministérielles*

[Traduction]

## LES DROITS DE LA PERSONNE

**M. Dale Johnston (Wetaskiwin, Réf.):** Monsieur le Président, conformément à l'article 36 du Règlement, j'ai le plaisir de présenter une pétition signée par 120 électeurs de Wetaskiwin.

Les pétitionnaires demandent au Parlement de ne pas modifier la Loi canadienne sur les droits de la personne ni la Charte canadienne des droits et libertés d'une manière pouvant donner l'impression que la société approuve les relations sexuelles entre personnes de même sexe ou l'homosexualité et, notamment, de ne pas modifier la Loi canadienne sur les droits de la personne en y insérant l'expression non définie «orientation sexuelle» parmi les motifs de distinction illicite.

• (1010)

## LA FISCALITÉ

**M. Paul Szabo (Mississauga—Sud, Lib.):** Monsieur le Président, conformément à l'article 36 du Règlement, je désire présenter une pétition qui circule dans tout le Canada. Cette pétition est signée par un certain nombre de Canadiens de Delta et de Vancouver, en Colombie-Britannique.

Les pétitionnaires portent à l'attention de la Chambre que le fait de gérer le foyer familial et de prendre soin d'enfants d'âge préscolaire est une profession honorable qui n'est pas reconnue à sa juste valeur dans notre société. Ils affirment également que la Loi de l'impôt sur le revenu est discriminatoire à l'égard des familles qui choisissent de rester à la maison pour prendre soin d'enfants d'âge préscolaire, de personnes handicapées, de malades chroniques ou de personnes âgées.

Les pétitionnaires demandent donc au Parlement de prendre les mesures nécessaires pour éliminer la discrimination de nature fiscale dont sont victimes les familles qui décident de prendre soin à la maison d'enfants d'âge préscolaire, de personnes handicapées, de malades chroniques ou de personnes âgées.

## LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

**M. Harold Culbert (Carleton—Charlotte, Lib.):** Monsieur le Président, conformément à l'article 36 du Règlement, j'ai l'honneur de présenter une pétition signée par plus de 100 habitants, dont la plupart viennent de la région de Campobello dans ma circonscription, Carleton—Charlotte.

Les pétitionnaires attirent l'attention de la Chambre sur le fait que la TPS imposée sur la location à court terme de biens situés aux États-Unis est appliquée à la valeur totale des biens au lieu d'être appliquée à la valeur de location. Ils demandent donc au Parlement de revoir la TPS pour qu'elle ne s'applique dorénavant qu'à la valeur de la location des biens. Je suis heureux de déposer cette pétition.

## LA FISCALITÉ

**Mme Rose-Marie Ur (Lambton—Middlesex, Lib.):** Monsieur le Président, conformément à l'article 36 du Règlement, je désire présenter une pétition signée par des gens qui prient le Parlement de prendre des mesures pour éliminer la discrimination fiscale contre les familles qui décident de s'occuper, à la maison, d'enfants d'âge préscolaire, de personnes handicapées, de malades chroniques et de personnes âgées.

## LES PESTICIDES

**M. Ted McWhinney (Vancouver Quadra, Lib.):** Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter quelques pétitions.

La première porte la signature de centaines de personnes de la Colombie-Britannique. Elle concerne la Loi sur les produits antiparasitaires, plus précisément les poisons qui sont utilisés comme pesticides depuis la Seconde Guerre mondiale et qui constituent un danger grave pour l'environnement.

## LA LOI SUR LES JEUNES CONTREVENANTS

**M. Ted McWhinney (Vancouver Quadra, Lib.):** Monsieur le Président, la deuxième pétition porte sur la Loi sur les jeunes contrevenants. Elle attire l'attention de la Chambre sur le nombre croissant d'actes d'agression sexuelle et demande la promulgation de lois plus sévères.

La troisième pétition porte aussi sur la Loi sur les jeunes contrevenants et traite plus précisément des actes de violence commis par des jeunes. Les pétitionnaires prient la Chambre d'apporter des modifications à la Loi sur les jeunes contrevenants.

## LA FISCALITÉ

**M. Ted McWhinney (Vancouver Quadra, Lib.):** Monsieur le Président, la quatrième pétition vient aussi d'habitants de la Colombie-Britannique. Elle traite de l'objection de conscience et plus précisément du paiement des impôts qui servent au maintien des Forces canadiennes.

\* \* \*

[Français]

## QUESTIONS AU FEUILLETON

**L'hon. Alfonso Gagliano (secrétaire d'État (Affaires parlementaires) et leader adjoint du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.):** Monsieur le Président, je suggère que toutes les questions soient réservées.

**Le Président:** Est-on d'accord?

**Des voix:** D'accord.

## INITIATIVES MINISTÉRIELLES

[Français]

## LA LOI SUR LA COMMISSION DU DROIT DU CANADA

La Chambre reprend l'étude, interrompue le 17 octobre, de la motion: Que le projet de loi C-106, Loi concernant la Commission du droit du Canada, soit lu une deuxième fois et renvoyé à un comité.

**Mme Pierrette Venne (Saint-Hubert, BQ):** Monsieur le Président, nous voici à la deuxième lecture du projet de loi C-106, qui vise la création ou plutôt l'exhumation de la Commission du droit du Canada. Le ministre de la Justice veut faire revivre aujourd'hui cette créature inutile, qui a coûté aux contribuables la somme de 105 millions de dollars en 20 ans d'existence, et dont le Parlement n'a retenu que quelques recommandations.